Rapport de campaign du SCFP - Ontario Décembre , 2008

Le thème central de notre campagne demeure la lutte à la privatisation sous toutes ses formes. Si notre approche se fait d'abord par secteur, toutes les campagnes se recoupent et se complètent d'une façon ou d'une autre et elles ont toutes pour but d'améliorer les services auxquels nous avons accès dans nos collectivités et d'assurer que ces services demeurent entre les mains du secteur public. Ce qui suit est un résumé de nos activités entre septembre et décembre 2008.

Soins de santé

Hôpitaux:

Le système ontarien de soins de santé est attaqué de toutes parts. Les libéraux diminuent les budgets des hôpitaux, les forçant à fermer des services et à licencier du personnel. Les services comme les laboratoires et la physiothérapie sont offerts en sous-traitance au plus bas soumissionnaire. Les libéraux refusent toujours d'imposer une norme minimale de soins dans le secteur des soins de longue durée et ils semblent toujours aussi épris du concept de soumission en régime de concurrence dans le secteur des soins à domicile. Ils ont brisé leur promesse relative aux hôpitaux en PPP et ce, malgré les coûts faramineux de ces projets. Alors que l'économie s'enfonce dans la crise, nous pouvons nous attendre à ce que les libéraux maintiennent le cap de façon encore plus déterminée sur les compressions, les fermetures, la privatisation et la sous-traitance. Mais le SCFP-Ontario et ses alliés poursuivent leur lutte.

Une grande journée de protestation en soutien aux soins de santé publics a eu lieu le 27 septembre. Des manifestations ont eu lieu dans 5 villes de la province. Le SCFP-Ontario a travaillé en étroite collaboration avec le CSHO, la Fédération du travail de l'Ontario (FTO) et la Coalition ontarienne de la santé (FOS), afin de mobiliser les membres et les inciter à se porter à la défense des soins de santé publics. De Windsor, à Toronto en passant par Kingston, Sudbury et Thunder Bay, les membres du SCFP ont participé en grand nombre, emplissant 14 autobus et une douzaine de camionnettes. Des foulards « Soutenons nos services publics » ont été distribués à tous les membres dans les autobus et étaient donc visibles partout autour de nos drapeaux. Dans toutes les collectivités, des membres du SCFP ont pris la parole.

En collaboration avec la Coalition de la santé de Niagara et la Coalition ontarienne de la santé, le SCFP et ses sections locales de la région de Niagara se sont mobilisés afin de lutter contre les importantes compressions annoncées dans les hôpitaux de la région. Plusieurs assemblées publiques locales ont été organisées – un plan d'action a été conçu, il consiste à mener une grande distribution de dépliants, la signature de pétitions, une campagne de lobbying auprès de députés, une campagne provinciale de publicité visant les libéraux provinciaux et une escalade de manifestations qui devait culminer devant Queen's Park dans l'éventualité où les RLISS décidaient d'aller de l'avant avec leur projet de compressions.

Des campagnes de lutte contre les compressions de services dans les hôpitaux ont été organisées dans l'ensemble de l'Ontario, notamment Huronia Midland, Uxbridge, Ajax, Pickering et tout l'est de la province. C'est le CSHO qui a pris l'initiative dans ce domaine. Nous travaillons aussi en étroite relation avec la Coalition ontarienne de la santé et d'autres syndicats à l'organisation d'une campagne de riposte provinciale.

Soins de longue durée :

Le SCFP-Ontario a mené une grande et intensive campagne destinée à faire pression sur le gouvernement afin qu'il impose des normes de soins – 3 h 30 par jour – dans les établissements de soins de longue durée. Lors de la plus récente conférence du CCTSS, les membres ont accordé au comité et au SCFP-Ontario un mandat fort pour organiser la prochaine étape de la campagne.

Le 26 novembre, nous avons organisé une communication de diffusion avec les sections locales du secteur des soins de longue durée afin de les informer des progrès de la campagne. La campagne se concentre maintenant sur les consultations pré-budgétaires (Toronto 4 décembre, Ottawa 19 décembre et d'autres dates et lieux à venir) et fait place à diverses présentations et manifestations. Du nouveau matériel a été produit et expédié aux sections locales. Nous demandons aux membres d'organiser des piquets d'information sur leurs lieux de travail et devant les bureaux de comtés des députés et de tenir des activités de lobbying. Un membre a été libéré afin d'aider à la coordination de ces efforts et à la bonne marche des autres éléments de la campagne.

Notre participation au Comité Sharkey est toujours soumise à une évaluation régulière. Candace Rennick, notre représentante au comité, travaille ce dossier en collaboration avec le nouveau recherchiste pour le secteur des soins de longue durée, Shalom Schachter. Le SCFP-Ontario a clairement fait savoir au comité et au gouvernement que notre participation à ce comité ne signifie pas que nous ferons moins d'efforts pour mobiliser nos membres en vue de l'imposition de normes de soins.

Le SCFP-Ontario a demandé une rencontre avec l'ombudsman afin de discuter de son enquête sur la façon dont le gouvernement supervise la qualité des soins dans les établissements de soins de longue durée. Nous attendons toujours une réponse. Le SCFP veut que le bureau de l'ombudsman se penche sur des enjeux importants, particulièrement l'obligation de rendre des comptes quant à l'utilisation des fonds versés. Nous avons fait parvenir à nos membres une trousse d'information sur cette enquête, le processus à suivre si on demande à les rencontrer dans le cadre de l'enquête et à qui s'adresser au SCFP pour faire part de questions et préoccupations.

Soins à domicile :

Un peu plus tôt cette année, le SCFP a organisé une série de conférences de presse marquant le lancement de la ligne directe « Soins à domicile » que les travailleurs, les familles et les bénéficiaires de soins à domicile peuvent utiliser pour faire part de leur témoignage sur la qualité des soins reçus sous la soumission en régime de concurrence. Des douzaines de personnes ont appelé. Parmi les gens qui ont eu recours à la ligne directe, certains ont été rappelés dans l'intention de solliciter leur participation à un document vidéo qui doit être réalisé par le SCFP-Ontario et le CSHO.

Les participants choisis ont par la suite été vus en entrevue. Une rencontre doit avoir lieu à la mi-janvier afin de décider des détails de la campagne qui entourera le lancement de cette vidéo. En bref, après un lancement à Queen's Park, il y aura des conférences de presse un peu partout en province. Nous produirons une trousse à l'intention des médias et des députés, trousse qui contiendra une copie de la vidéo, un communiqué de presse et un document d'information sur les soins à domicile. Du travail de préparation sera fait auprès des journalistes couvrant Queen's Park, ainsi certains journalistes pourront assister à une présentation du document vidéo avant son lancement. L'objectif de cette campagne est de maintenir la pression sur le gouvernement afin qu'il abandonne la soumission en régime de concurrence. Il s'agit de dénoncer les impacts de cette façon de faire, particulièrement la tendance à diminuer les coûts et la qualité des soins de façon à maximiser les profits des fournisseurs de soins.

Municipalités

Les finances des municipalités ontariennes sont en crise. La diminution du financement accordé par le fédéral et le provincial pour l'infrastructure combinée au délestage, par le provincial, de divers programmes et aux fusions forcées ont placé les municipalités ontariennes dans un état de crise fiscale permanente. Qu'il s'agisse de partenariats public-privé (PPP), de sous-traitance, de soumission en régime de concurrence ou de commercialisation, la privatisation est partout et a des conséquences sur les emplois, les services et les collectivités.

Nous avons organisé une série de rencontres régionales destinées à sensibiliser les membres sur les impacts des PPP et de la privatisation et nous multiplions les efforts en ce sens. Il s'agit notamment d'une formation d'une journée sur le lobbying des conseillers municipaux et des députés, de la distribution d'une trousse de lobbying pour contrer la privatisation qui permet aux membres d'être en mesure de faire l'éducation des conseillers et des députés quant aux conséquences négatives de la privatisation, de la sous-traitance et de la vente des services, de la distribution d'une trousse permettant de reconnaître les signes de l'élaboration de projets de privatisation et d'un document proposant un modèle de campagne de riposte à l'intention des sections locales.

Jusqu'à maintenant, des sessions de formation ont eu lieu à Thunder Bay, Sudbury, Sault Ste. Marie, Timmins, Kingston, Lindsay, Brampton, Thorold et Cambridge. D'autres sessions doivent avoir lieu à Ottawa, Kenora et Windsor. Ces sessions ont attiré une bonne participation et d'excellents commentaires. Le comité en est maintenant à concevoir la prochaine étape de la campagne qui consistera notamment à identifier les signes de privatisations à venir et à créer une équipe qui sera chargée de réagir, localement et provincialement. En ce moment, une campagne de riposte est en cours à Brockville – nous en prévoyons de nombreuses autres tout au cours de 2009.

Universités

La privatisation constitue une menace croissante pour les universités. Nous observons une présence accrue de l'entreprise privée sur tous les campus. Cette augmentation se manifeste sous diverses formes, il s'agit de la restauration rapide, de la commandite d'activités comme la semaine d'accueil, d'ententes d'exclusivité, notamment avec les entreprises de boissons gazeuses, de projets de recherche commandités par des entreprises extérieures et bien d'autres choses encore.

Cet accroissement de la privatisation menace les emplois de nos membres. Des entreprises de services alimentaires et d'entretien concluent des ententes avec les universités, des ententes qui débouchent sur des services amoindris à des prix supérieurs assurés par des entreprises dont les travailleurs ne sont pas syndiqués et touchent des salaires et avantages sociaux considérablement moindres. La privatisation touche aussi les frais de scolarité et autres imposés aux étudiants.

Alors que les gouvernements continuent à ne pas financer les universités et les collèges adéquatement, nous pouvons nous attendre à une augmentation de la présence du privé sur les campus. Dans le secteur universitaire, les manifestations de la privatisation sont soumises à des attaques en règle de la part de nos membres des différents campus, en partenariat avec les différents alliés du communautaire.

Le 5 novembre, les membres du SCFP des universités Brock, York, Ryerson, Trent, McMaster et des campus Scarborough, Mississauga et St. George de l'Université de Toronto se sont rendus à Queen's Park pour une manifestation organisée par la Fédération canadienne des étudiants afin de demander au gouvernement qu'il diminue les frais de scolarité et qu'il cesse de se fier aux commandites du privé pour le financement des universités. D'autres manifestations ont attiré une bonne participation de membres du SCFP, notamment celles des campus de Lakehead et Windsor ainsi que la manifestation sur la Colline parlementaire qui a réuni les universités à Ottawa. Le SCFP-Ontario et le CCTUO ont appuyé les sections locales membres en fournissant le transport par autobus, du matériel d'information et des foulards du secteur universitaire. Un membre a été libéré afin de travailler en continu sur la sollicitation des membres.

À Peterborough, l'Université Trent a demandé à la ville d'accorder un bail de 99 ans à un promoteur immobilier en vue de la construction d'une résidence. C'est le sous-financement chronique qui est à l'origine de telles demandes. Les membres du SCFP à l'Université Trent travaillent avec une coalition d'étudiants et de groupes communautaires à tenter de bloquer cette initiative. Une grande campagne de publicité visant l'université et les conseillers municipaux a obtenu une bonne couverture des médias. D'autres réactions incluent une rencontre publique étudiants/collectivité, une délégation au conseil municipal pour faire la démonstration des problèmes associés aux résidences privées sur les campus et souligner les problèmes anticipés autour de ce projet en particulier, une nouvelle campagne de publicité, une campagne de courrier du lecteur, une distribution de dépliants sur les campus et un effort de lobbying auprès des conseillers municipaux.

De nombreuses universités de partout en Ontario ont signé des contrats d'exclusivité avec de compagnies de jus et boissons gazeuses dans le but de créer des sources de revenus additionnelles. En même temps, l'eau du robinet est de moins en moins accessible, il y a moins d'abreuvoirs (certaines fontaines ont été enlevées et celles qui sont défectueuses ne sont pas remplacées).

Le CCTUO travaille à prendre la tête de la lute contre l'eau embouteillée sur les campus. Une stratégie de campagne a été mise au point et elle peut être mise en œuvre par toutes les sections locales et coalitions de campus qui désirent se lancer dans cette bataille. L'initiative est basée sur la notion que l'eau du robinet est sécuritaire, abordable et plus respectueuse de l'environnement. Des efforts de sensibilisation ont été entrepris auprès des étudiants, des enseignants et des travailleurs.

Le nombre de municipalités et conseils scolaires qui ont interdit l'eau embouteillée commence à être important. Lors de sa plus récente session de planification stratégique (août 2008), le SCFP-Ontario a conclu qu'il faudrait lancer une campagne multisectorielle sur l'eau dès 2009.

Campagne sur l'eau embouteillée – Le SCFP et le Conseil des Canadiens

Dans le cadre de la première étape, le SCFPse joint au Conseil des Canadiens pour l'organisation d'une tournée de 15 villes de la province qui aura lieu entre le 12 et le 30 janvier et dont l'objectif sera de susciter l'appui des citoyens et des membres à une interdiction de l'eau embouteillée dans tous les établissements publics. La tournée proposera une conférence de presse le matin et une rencontre publique le soir avec Maude Barlow et Sid Ryan. La tournée s'arrêtera à Windsor, London, Guelph, Hamilton, St. Catharines, Ottawa, Kingston, Toronto, Kitchener, Owen Sound, Brockville, Cobourg, Oshawa, Barrie et Peterborough. Les collectivités plus au nord seront visitées au printemps.

La diffusion de l'information, la production de matériel et les relations de presse sont gérées conjointement. À l'échelon des sections locales, des groupes de planification composés de membres de chapitres du conseil et de membres du SCFP ont été formés ou sont en voie de l'être. Localement, ce sont ces groupes qui sont responsables de tous les aspects de l'organisation du passage de la tournée dans leur localité. En plus d'avoir nommé un coordonnateur de la campagne centrale, le SCFP-Ontario libérera un militant dans chacune des collectivités deux semaines avant l'arrêt de la tournée. Les discussions avec le conseil se poursuivent sur l'orientation que prendra la campagne après cette tournée. Nous nous sommes déjà entendus sur le fait que la Journée mondiale de l'eau est sans doute le prochain événement qu'il conviendra de souligner.

Services sociaux

Obtenir un programme de services de garde accessible et sans but lucratif demeure le principal objectif des membres SCFP du secteur des services de garde. En ce moment, le travail consiste essentiellement à faire monter la pression politique sur le gouvernement de façon à l'inciter à offrir le niveau de service nécessaire. Les activités de lobbying et les campagnes qui seront lancées prendront diverses formes.

Le Comité des services de garde du SCFP-Ontario travaille en collaboration avec la Coalition ontarienne pour de meilleurs services de garde dans le cadre de la campagne *It's Time for Public Childcare* (Les services de garde publics, c'est maintenant). Cette campagne vise à susciter une prise de conscience et une mobilisation des membres et des parents de toute la province en faveur d'un service de garde d'enfants public et entièrement subventionné. L'objectif à court terme est de faire monter la pression en prévision du budget de 2009.

Comme première étape, le SCFP et la COMSG ont organisé une Journée d'appréciation des éducateurs en garderie au cours de laquelle Pauline Marois a été honorée. C'est elle qui, alors qu'elle était ministre du gouvernement du Québec, a institué le régime des garderies à 7 $ par jour. Son initiative a été soulignée à l'occasion d'une soirée au cours de laquelle elle a parlé des avantages associés à un programme universel, abordable et sans but lucratif de services de garde.

Le SCFP-Ontario est actuellement, avec la COMSG, le co-présentateur d'une série de conférences de presse qui sont convoquées partout en province dans le but d'inciter les parents, les travailleurs en garderie, les agences et le public à faire du lobbying auprès du gouvernement McGuinty et des députés afin que soit adoptée une loi visant la protection des services de garde publics et sans but lucratif et un investissement substantiel pour régler le problème du sous-financement chronique du système actuel.

Il s'agit de bâtir un véritable système de services de garde publics et sans but lucratif et d'améliorer les salaires et les avantages sociaux des gens qui travaillent dans ce secteur. À partir du site Web de *Waiting for Childcare* (En attendant des services de garde), il est possible de faire parvenir des messages aux politiciens et de télécharger du matériel comme des cartes postales, des pétitions et des lettres.

L'organisation de spectacles pour enfants (semblables à la série du Rock pour les services publics) est aussi envisagée comme moyen de faire la promotion de la campagne et de poursuivre la mobilisation des parents, des travailleurs, des employeurs et du public afin de maintenir la pression sur le gouvernement pour obtenir qu'il s'engage à soutenir financièrement le secteur des services de garde.

Le comité poursuivra son travail avec la COMSG et d'autres syndicats. L'objectif est de faire en sorte que cette campagne devienne un enjeu central de la campagne électorale de 2011. Pendant ce temps, nous entendons aussi diffuser un message beaucoup plus percutant mettant en relation les services de garde et l'économie et visant directement le gouvernement.

Du rock pour les services publics

Plus de 4 000 personnes ont assisté au 7e et dernier spectacle gratuit de la tournée Du rock pour les services publics, spectacle qui avait lieu au Civic Centre d'Ottawa le samedi 2 novembre. Le spectacle était présenté en collaboration et pour les sections locales 503 (travailleurs municipaux) et 4000 (travailleurs d'hôpitaux d'Ottawa).

Une rencontre d'évaluation destinée à faire le point sur les pour et les contre de cette série de spectacles a eu lieu le 6 novembre. Les organisateurs des collectivités où les spectacles ont été présentés étaient sur place avec les dirigeants et le personnel du SCFP-Ontario (voir le résumé des retombées en annexe).

Retombées de la tournée du rock pour les services publics

Évaluation des coordonnateurs locaux

- Tous les spectacles ont apporté une visibilité positive au SCFP. Il n'y avait rien ni personne pour contrer notre message.
- Les gens ont reçu un message concret sur les membres du SCFP qui vivent et travaillent dans leur collectivité.
- La brièveté des messages transmis avant les spectacles a été appréciée. Plusieurs personnes en sont reparties avec une meilleure connaissance et une plus grande appréciation des services publics.
- Dans toutes les collectivités, la combinaison de la publicité, de la couverture média et du spectacle lui-même a considérablement amélioré la visibilité du SCFP.
- Dans presque tous les cas, les conseillers municipaux progressistes ont assisté à l'événement.
- La mobilisation et la participation des membres ont varié d'une ville à l'autre – c'est une tâche trop lourde pour une seule personne.
- Les spectacles attiraient plus de monde dans les plus petites localités.
- Il faudrait plus de temps de préparation avant la tenue des spectacles.
- Le temps de l'année est un facteur important.

Sturgeon Falls

- L'hôpital de West Nipissing avait donné en sous-traitance 4 emplois d'entretien ménager. Cet enjeu a été abordé lors de la présentation faite avant le spectacle et l'hôpital est revenu sur sa décision et a affiché les 4 postes à l'interne.
- Trois sections locales ont joint les rangs du Conseil du travail local après la présentation du spectacle.
- Les sections locales du SCFP et d'autres syndicats ont travaillé au spectacle ou y ont assisté.

Kenora

- Des sections locales de tous les secteurs se sont réunies pour la première fois afin de contribuer à l'organisation du spectacle.
- Les sections locales sont maintenant beaucoup plus déterminées à prendre la défense des divers enjeux locaux.
- Les sections locales sont plus conscientes de l'importance de se prononcer contre leur RLISS local.

Ajax

- La participation est venue des sections locales 4365, 1356, 1999, 218 et 1

Kingston

- Le SCFP a acquis une visibilité élevée et positive, juste à la veille des votes de représentation.

Lindsay

- Après une grève de 7 semaines ce retour à la collectivité à susciter une vague de sympathie.

Ottawa

- Le spectacle et la conférence de presse ont donné une importante tribune pour susciter une prise de conscience du public face au budget proposé par la ville d'Ottawa qui comprenait des compressions de personnel.

Assistances

Sturgeon Falls	4 000,
Kenora	1 000,
Ajax	6 000,
Thorold	3 000,
Kingston	2 500,
Lindsay	1 200,
Ottawa	4 000
	23 000

Couverture média

Dans presque tous les cas :

- La couverture média a été positive et a porté sur le message.
- Les journaux ont publié au moins un article portant sur les enjeux que le SCFP voulait soulever.
- Les animateurs radio ont bien fait passer le mot et l'excitation.

LES MANCHETTES

Trooper, le SCFP « brasse la cage » - North Bay
Trooper à Sturgeon Falls
Les sections locales parlent des enjeux en santé avant le spectacle – Kenora
Un syndicat offre un concert gratuit et lance un appel en faveur des services publics – Kenora
Le SCFP offre de la musique et un message – Ajax
April Wine salue les services publics – Thorold
Les services publics, un actif – le SCFP – Thorold
April Wine et SAB se produisent dans le cadre d'un événement syndical – Kingston
Des milliers de personnes assistent à un spectacle en appui aux travailleurs du SCFP – Ottawa
Un syndicat sonne l'alarme à propos des projets de compressions du maire - Ottawa